



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de
la Protection des Populations (DDETSP)

Guichet Unique des ICPE

Chambéry, le **15 JUIL. 2021**

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2021-022
portant enregistrement d'une installation de traitement de matériaux
au lieu-dit « Les Radelles »**

**SARL BOTTA
Commune de Saint Thibaud de Couz (73160)**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'annexe de l'article R.511-9 du code susvisé, notamment la rubrique n°2515-1a) ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur Thierry POTHET, Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2021 portant subdélégation de signature à monsieur Pascal BERNIER, Directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU la demande d'enregistrement présentée en date du 19 février 2021 par la SARL BOTTA, dont le siège social est sis 6 avenue du Commandant l'Herminier – BP 15 – 38380 SAINT-LAURENT-DU-PONT, pour l'enregistrement d'une installation de traitement de matériaux (rubrique 2515-1.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) sur le territoire de la commune de Saint Thibaud de Couz (73160) ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

VU les actes administratifs antérieurs réglementant le site, soit :

- l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter une carrière, délivré le 11 mars 1994, pour une durée de 30 ans, à la SARL BOTTA sur la commune de Saint Thibaud de Couz (73160) ;

DDETSP - BP 91113 - 73011 CHAMBÉRY Cedex
Mél : ddetspp@savoie.gouv.fr
Site internet : www.savoie.gouv.fr

La DDETSP vous accueille sur deux sites à Chambéry :
Site de Curial : Carré curial - Standard : 04 79 60 70 00
Site de Mérande : 321 Chemin des Moulins - Standard : 04 79 33 15 18 Télécopie : 04 79 33 06 19

• l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 décembre 2014 modifiant l'autorisation d'exploiter au lieu-dit « Les Radelles » sur le territoire de la commune de Saint Thibaud de Couz (73160) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 05 octobre 2020 par la SARL BOTTA au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installation de concassage mobile de matériaux d'une puissance maximale inférieure à 200 kW), conformément à l'article R.512-47 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2021 portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement précitée et fixant les conditions de mise à disposition du public de ladite demande ;

VU les observations du public recueillis entre le 12 avril 2021 et le 7 mai 2021 ;

VU l'avis du conseil municipal de Saint Thibaud de Couz en date du 11 mai 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 09 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions de l'arrêté de prescriptions générales susvisée et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'activité de traitement de matériaux, réalisée par campagne au moyen d'un groupe mobile de concassage/criblage est déjà existante sur le site depuis plusieurs années et a été réglementairement déclarée par l'exploitant, en application de l'article R.512-47 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les horaires de fonctionnement de l'installation de traitement sont situés uniquement en période diurne ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de puissance du groupe mobile de concassage/criblage n'induit pas une augmentation des tonnages de matériaux transportés par voie routière et que, de fait, cette modification n'est pas à considérer comme substantielle au sens de l'article R.512-33 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les observations du public ne sont pas de nature à remettre en cause la demande d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du conseil municipal de Saint Thibaud de Couz (11/05/2021) ;

CONSIDÉRANT que l'instruction de la demande ne fait pas apparaître la nécessité d'un basculement dans la procédure d'autorisation avec présentation devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST).

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTÉ

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

L'installation de traitement de matériaux de la SARL BOTTA, représentée par son Responsable administratif, dont le siège social est sis 6 avenue du Commandant l'Herminier – BP 15 – 38380 SAINT-LAURENT-DU-PONT, faisant l'objet de la demande susvisée du 19 février 2021, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Saint Thibaud de Couz au lieu-dit « Les Radelles ».

Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'installation projetée relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2515-1.a	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. a) Supérieure à 200 kW	586 kW	E

Régime : E (enregistrement)

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations sont localisées dans l'enceinte de la carrière BOTTA située au lieu-dit « Les Radelles » sur le territoire de la commune de Saint Thibaud de Couz.

L'installation mentionnée au présent article est reportée avec ses références sur un plan de situation tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1. Conformité au dossier d'enregistrement

L'installation, objet du présent arrêté, est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par la SARL BOTTA, accompagnant sa demande du 19 février 2021.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.4.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables uniquement à l'installation soumise au régime de l'enregistrement.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 2.1 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 2.3 : Notification et Publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.4 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, Monsieur le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation
Le Directeur départemental adjoint


Pascal BERNIER